



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 216/DDPP/2019**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier ;  
VU le décret du 3 mars 2016 portant nomination de Monsieur RICHARD Evence préfet de la Loire ;

VU l'arrêté d'autorisation n°378/DDPP/2018 du 2 octobre 2017 réglementant les activités exercées par la société URGO AVANCED TEXTILE dans ses installations sises à VEAUCHE – rue des Siccards ;

VU l'analyse des eaux de process transmise par l'exploitant à l'inspection par courrier du 4 décembre 2018 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mai 2019, établi à la suite d'une visite sur site du 13 mai 2019, constatant des dépassements en concentration et flux pour le paramètre phosphore ;

**CONSIDERANT** que les dispositions de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2017 pour ce qui concerne le paramètre phosphore ne sont pas respectées ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure la société de régulariser cette situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société URGO ADVANCED TEXTILE est mise en demeure, pour l'installation que cette dernière exploite à VEAUCHE – rue des Siccards, de respecter, sous un délai de 3 mois, les dispositions prévues à l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2017 pour le paramètre Phosphore (respect d'une concentration en phosphore dans les effluents, inférieure à 50 mg/l).

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

**ARTICLE 4** – Le sous-préfet de Montbrison, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et Monsieur le maire de VEAUCHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **17 JUIN 2019**

**Le Préfet de la Loire  
par délégation  
Le Sous-Préfet de Roanne**



copie adressée à :

- Société URGO ADVANCED TEXTILE  
rue des Siccards  
42340 VEAUCHE
- Sous-préfecture de Montbrison
- Mairie de VEAUCHE
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono